

Vendredi 5 mai 2006



PRIÈRE

DIX HEURES

AFFAIRES COURANTES

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le *ministre* SELINGER

(N° 34) — *Loi sur les divulgations faites dans l'intérêt public (protection des divulgateurs d'actes répréhensibles)/The Public Interest Disclosure (Whistleblower Protection) Act*

M. HAWRANIK

(N° 212) — *Loi sur l'ancienne route transcanadienne/The Historic Trans-Canada Highway Act*

M. LAMOUREUX

(N° 213) — *Loi modifiant la Loi sur le contrôle du prix du lait/The Milk Prices Review Amendment Act*

PÉTITIONS

M. HAWRANIK
M. MURRAY
M. REIMER
M. PENNER
M. FAURSCHOU
M. MAGUIRE
M. ROCAN
M. GOERTZEN
M^{me} MITCHELSON
M. DYCK
M^{me} STEFANSON
M^{me} DRIEDGER

M. LAMOUREUX
M^{me} ROWAT
M. EICHLER
M. CULLEN
M^{me} TAILLIEU
M. GERRARD

RAPPORTS DE COMITÉS

DÉPÔT DE RAPPORTS

DÉCLARATIONS DE MINISTRE

QUESTIONS ORALES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉ

ORDRE DU JOUR

AFFAIRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

QUESTIONS ÉCRITES

M. LAMOUREUX

21. Le premier ministre peut-il confirmer à l'Assemblée législative que ni lui ni son cabinet n'étaient au courant, avant décembre 2004, des difficultés financières imminentes ou des irrégularités financières concernant le Fonds de placement Crocus?
22. Le premier ministre peut-il signer un affidavit indiquant que ni lui ni son cabinet n'étaient au courant, avant décembre 2004, des difficultés financières imminentes ou des irrégularités financières concernant le Fonds de placement Crocus?

REPRISE DU DÉBAT (SEPTIÈME JOUR)

Motion de M. le *ministre* SELINGER

Que l'Assemblée approuve la politique budgétaire générale du gouvernement.

Motion d'amendement de M. MURRAY

Que la motion soit remplacée par ce qui suit :

« L'Assemblée déplore qu'en déposant le présent budget, le gouvernement ne tienne pas compte des besoins présents et futurs des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

- a) qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles envers les Manitobains puisqu'il dépense excessivement et qu'il gère mal les fonds publics;

b) qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles envers les familles manitobaines puisqu'elles sont taxées plus que celles des autres provinces au Canada;

c) qu'il n'élabore pas de stratégie à long terme visant à renforcer l'économie du Manitoba et à en faire une province nantie;

d) qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles puisque l'agriculture au Manitoba est dans un état lamentable et que la capacité d'abattage dans la province est déficiente et qu'il n'élabore pas de plan durable visant la croissance de l'agriculture et de l'économie rurale;

e) qu'il ne réussit pas à créer un climat encourageant la création d'emplois dans le secteur privé et la croissance économique dans la province ni à offrir des occasions aux jeunes du Manitoba de demeurer dans la province;

f) qu'il ne prend pas ses responsabilités ni ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles puisque la dette a atteint un niveau sans précédent et a augmenté de plus de 20 milliards de dollars depuis qu'il est au pouvoir, hypothéquant ainsi le futur de nos enfants et de nos petit-enfants;

g) qu'il n'élimine pas les taxes scolaires prélevées sur les propriétés résidentielles et les terres agricoles;

h) qu'il n'offre pas suffisamment de financement aux institutions postsecondaires;

i) qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles puisque le système de soins de santé au Manitoba a été classé en toute dernière position par le Conference Board du Canada;

j) qu'il ne fait pas preuve de transparence ni ne s'acquitte de ses obligations redditionnelles au sujet de la façon dont l'argent alloué aux soins de santé est dépensé;

k) qu'il ne s'acquitte pas de ses obligations redditionnelles puisque les délais d'attente en vue d'un procès augmentent et que les probations ne sont pas observées;

l) qu'il n'élabore pas de stratégie à long terme visant à revitaliser les régions rurales du Manitoba et qu'il continue à ne pas tenir compte des Manitobains vivant dans les régions rurales;

m) qu'il n'a pas expliqué pourquoi il a retiré de l'argent du Fonds de stabilisation des recettes alors que les recettes atteignent des niveaux sans précédent,

et que le gouvernement ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba. »

Motion de sous-amendement de M. GERRARD

Que l'amendement soit amendé par adjonction, à la fin, de ce qui suit :

« L'Assemblée déplore également que, par le présent budget, le gouvernement ne tienne pas compte des besoins présents et futurs des Manitobains et des Manitobaines étant donné :

n) qu'il ne présente pas un budget véritablement équilibré et qu'il a puisé, comme il est expliqué ci-dessus, dans le Fonds de stabilisation ;

o) qu'il ne protège pas le secteur financier de la province en ne tenant pas une enquête publique sur le scandale du Fonds de placement Crocus;

p) qu'il ne prend pas les mesures voulues pour protéger les enfants confiés aux Services à l'enfant et à la famille du Manitoba et qu'il ne leur offre pas de transition convenable de sorte qu'ils sont à haut risque après leur départ;

q) qu'il n'a pas réussi à élaborer de stratégie efficace visant à enrayer la pauvreté chez les enfants;

r) qu'il ne permet pas aux Manitobains d'obtenir en temps utile des services de santé de qualité. »
(M. FAURSCHOU — 13 min)

COMITÉ PLÉNIER

COMITÉ DES SUBSIDES

(94 h 52 min)

ÉTAPE DU RAPPORT — AMENDEMENTS

M. le *ministre* ASHTON

(N° 13) — *Loi modifiant la Loi sur les districts de conservation/The Conservation Districts Amendment Act*

(amendement [1] — M. GERRARD)
(amendement [2] — M. LAMOUREUX)

M. le *ministre* SELINGER

(N° 16) — *Loi modifiant la Loi sur les corporations/The Corporations Amendment Act*
(amendement [1] — M. GERRARD)

DEUXIÈME LECTURE — DÉBAT

Motion de M. le *ministre* STRUTHERS

(N° 4) — *Loi modifiant la Loi sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses/The Dangerous Goods Handling and Transportation Amendment Act*

(M. DYCK) (reporté)

Motion de M. le *ministre* CHOMIAK

(N° 11) — *Loi sur la limitation des frais de chauffage en hiver/The Winter Heating Cost Control Act*
(M. DERKACH) (reporté)

(M^{me} TAILLIEU — 22 min) (reporté)

Motion de M. le *ministre* SMITH

(N° 15) — *Loi modifiant la Loi sur les mesures d'urgence/The Emergency Measures Amendment Act*
(M. DYCK) (reporté)

Motion de M^{me} la *ministre* WOWCHUK

(N° 19) — *Loi sur le Conseil du développement agroalimentaire et rural/The Agri-Food and Rural Development Council Act*
(M. DYCK) (reporté)

DEUXIÈME LECTURE

M. le *ministre* ASHTON

(N° 14) — *Loi modifiant la Loi sur les droits d'utilisation de l'eau/The Water Rights Amendment Act*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la *ministre* WOWCHUK

(N° 20) — *Loi modifiant la Loi sur la protection des exploitations agricoles familiales et la Loi sur la propriété agricole/The Family Farm Protection Amendment and Farm Lands Ownership Amendment Act*

M. le *ministre* SALE

(N° 21) — *Loi sur la santé publique/The Public Health Act*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *premier ministre* DOER

(N° 22) — *Loi sur la réforme électorale/The Elections Reform Act*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* MACKINTOSH

(N° 23) — *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des collectivités et des quartiers/The Safer Communities and Neighbourhoods Amendment Act*

M. le *ministre* SELINGER

(N° 24) — *Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur (frais d'encaissement des chèques du gouvernement)/The Consumer Protection Amendment Act (Government Cheque Cashing Fees)*
(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* SELINGER

(N° 25) — *Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur (prêts de dépannage)/The Consumer Protection Amendment Act (Payday Loans)*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* SALE

(N° 27) — *Loi sur le recouvrement du montant des dommages et du coût des soins de santé imputables au tabac/The Tobacco Damages and Health Care Costs Recovery Act*

M. le *ministre* ROBINSON

(N° 28) — *Loi modifiant la Loi sur le Musée du Manitoba/The Manitoba Museum Amendment Act*

M^{me} la *ministre* MCGIFFORD

(N° 29) — *Loi sur l'attribution de grades/The Degree Granting Act*

M^{me} la *ministre* ALLAN

(N° 30) — *Loi sur la prévention des incendies et les interventions d'urgence/The Fires Prevention and Emergency Response Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la *ministre* WOWCHUK

(N° 31) — *Loi modifiant la Loi sur les maladies des animaux/The Animal Diseases Amendment Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* LATHLIN

(N° 32) — *Loi modifiant la Loi sur les biens réels/The Real Property Amendment Act*

M. le *ministre* LATHLIN

(N° 33) — *Loi sur les affaires du Nord/The Northern Affairs Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le *ministre* BJORNSON

(N° 35) — *Loi modifiant la Loi sur la Commission des finances des écoles publiques et la Loi sur les écoles publiques/The Public Schools Finance Board Amendment and The Public Schools Amendment Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la ministre OSWALD

(N^o 36) — *Loi sur la stabilisation des mineurs toxicomanes (aide aux parents)/The Youth Drug Stabilization (Support for Parents) Act*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M. le ministre RONDEAU

(N^o 37) — *Loi de 2006 sur les fonds de placement des travailleurs (modification de diverses dispositions législatives)/The Labour-Sponsored Investment Funds Act, 2006 (Various Acts Amended)*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

M^{me} la ministre MELNICK

(N^o 38) — *Loi modifiant la Loi sur la Société d'habitation et de rénovation (fonds destiné à la revitalisation des logements)/The Housing and Renewal Corporation Amendment Act (Fund for Housing Revitalization)*

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

FEUILLETON DES AVIS

AVIS DE MOTIONS POUR JEUDI PROCHAIN

PROPOSITIONS

M. CULLEN — Soins de santé en milieu rural

8. Attendu :

que l'Office régional de la santé de Brandon (ORSB) manque de médecins dans les domaines de la pédiatrie, de la chirurgie orthopédique, de la médecine d'urgence, de la radiologie, de la médecine interne et de l'anesthésie;

qu'un peu partout sur le territoire de l'Office régional de la santé d'Assiniboine (ORSA), des collectivités sont touchées par des fermetures de salles d'urgence, des pénuries de médecins et la détérioration des services de santé;

que, malgré le recrutement effectué par l'ORSB et l'ORSA depuis un an, il reste encore de nombreux postes à pourvoir;

que ce sont les contribuables du Manitoba qui paient la note des médecins suppléants dans la région de l'Ouest;

que, en raison du manque de médecins et des fermetures de salles d'urgence sur le territoire de l'ORSB et de l'ORSA, de nombreux patients sont obligés de voyager en ambulance sur les routes de la province pour accéder à des services de santé;

que les frais d'ambulance que doivent payer les patients s'élèvent à des milliers de dollars;

que les Manitobaines et les Manitobains des régions rurales sont traités comme des citoyens de deuxième classe;

que le ministre de la Santé a admis que la politique actuelle concernant les transferts en ambulance était injuste pour les habitants des régions rurales,

il est proposé :

que l'Assemblée législative du Manitoba exhorte fortement le premier ministre et le ministre de la Santé à envisager de tenir leur promesse de maintenir et de rétablir les services de santé à Brandon et dans les collectivités rurales du Manitoba;

que l'Assemblée exhorte fortement le premier ministre et le ministre de la Santé à envisager de mettre un terme aux transferts par ambulance et de prendre les dispositions nécessaires pour que les Manitobaines et les Manitobains des régions rurales puissent se faire soigner dans les hôpitaux locaux;

que l'Assemblée demande au premier ministre et au ministre de la Santé d'arrêter de traiter les personnes vivant en milieu rural comme des citoyens de deuxième classe et d'envisager de payer les frais liés à tous les transferts d'établissement effectués en ambulance.